

Pour relever les défis de la mondialisation, il nous faudra développer véritablement "un esprit de filière"

[FRÉDÉRIC CARRE \(HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/IDÉES-DEBATS/CERCLE/AUTEURS/INDEX.PHP?ID=76643\)](https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/auteurs/index.php?id=76643) / Président de la FC2A | Le 03/01 à 17:02

Alors que les États Généraux de l'Alimentation vont s'achever prochainement et à l'entame d'une année 2018 qui verra le Parlement saisi de projets législatifs traduisant les ambitions de cet exercice nouveau, il me paraît utile de porter un regard sur ces dernières semaines assez agitées autour de trois constats.

Tout d'abord, les dimensions européennes et internationales ont été peu présentes dans ces États généraux de l'Alimentation. Je souhaiterais ici inscrire mon propos dans un cadre large, celui de la mondialisation, qui est le quotidien des acteurs économiques du secteur.

PUBLICITÉ



J'ai parfois entendu au sein des EGA certains acteurs porter une vision ambiguë ou naïve sur le sujet. J'ai même l'impression que le commerce international, qui confère incontestablement à l'agriculture française une grande responsabilité dans les échanges mondiaux et une place particulière dans notre économie, aurait perdu ses lettres de noblesse. La démonstration économique assez alambiquée qui conclut à s'interroger sur la vocation exportatrice de la France repose, me semble-t-il, sur le découragement.

Alors que la planète comptera plusieurs milliards d'individus supplémentaires dans deux ou trois décennies tout au plus, il est dangereux de passer par pertes et profits la capacité de notre ferme nationale à participer au besoin gigantesque de la demande nouvelle qui naîtra des évolutions démographiques. Il est évident que nous serons ardemment concurrencés par nombre de pays, mais la résignation conduit souvent à la politique du pire et à la décroissance.

Or nos atouts nationaux - la qualité générale, le savoir-faire technique, le climat tempéré, les infrastructures en place, les formations initiales ou continues - constituent tout un arsenal d'outils dont beaucoup nous envient l'excellence. L'abandon de toute ambition à l'exportation condamne à terme notre capacité à rester compétitifs sur notre propre marché national.

Et après des pans entiers de notre industrie passés sous pavillons étrangers, allons-nous regarder notre puissance agricole décliner ? La balance commerciale souffrira encore davantage si l'on transforme nos campagnes en lieux de villégiature pour touristes où la main productive de l'homme ne mettrait désormais plus le pied !

Ensuite, il faut intensifier la chasse en meute. Pour relever les défis de la mondialisation, il nous faudra développer véritablement "un esprit de filière" que les États Généraux de l'Alimentation ont d'ailleurs retissé. En effet, la guerre des prix, l'opposition des modèles de production nationaux et la concurrence des territoires n'ont pas contribué à rendre notre agriculture plus robuste.

Au contraire, c'est plutôt dans le cadre d'alliances d'acteurs économiques publics et privés que la conquête des marchés devient accessible et la montée en gamme possible. Mais imagine-t-on une montée en gamme intelligemment orchestrée dans un contexte où le mètre linéaire en grande distribution est désormais inaccessible à tout producteur soucieux de couvrir ses coûts de revient ? L'épisode qualifié indûment de "pénurie du beurre" est révélateur de l'ampleur du chantier qui se présente aux filières françaises.

Il nous faut donc rester attachés à la stratégie d'alliances. Mais l'alliance, pour être efficace, doit être volontaire, la massification choisie et la liberté des modèles économiques doivent demeurer. La compétitivité passe également par la maîtrise des charges et la simplification à tout niveau, en particulier en matière de fiscalité et de droit du travail.

Notre pays, fort des atouts que je rappelais, tend à lester ses acteurs économiques du poids d'une réglementation parfois absconse et régulièrement versatile. Il est plus que jamais possible de porter un plan de transformation de nos PME en les oxygénant afin qu'elles deviennent ce qui manque cruellement au pays : des entreprises de taille intermédiaire solides.

Pour finir, je voudrais revenir sur le bruit de fond qui stigmatise l'agriculture française. Les filières agricoles entendent la demande sociétale, je souhaite le rappeler. Leurs pratiques mutent profondément pour garantir la durabilité des exploitations et des matières premières qui en sont issues. La sécurité sanitaire n'est pas seulement une ambition, mais une responsabilité que nous portons collectivement et pour laquelle nous continuerons à nous engager résolument, car elle est notre fierté.

Mais aujourd'hui, l'enjeu est tout autre. Le climat général qui transforme chaque débat sur l'alimentation en prétoire dans lequel le monde agricole siège au banc des accusés fragilise les efforts collectifs continus. Le consommateur, dès lors, les sous-estime et cela abîme nos filières ainsi que les femmes et les hommes qui y travaillent. En effet, tous les progrès, nombreux, réalisés depuis vingt ans sont malheureusement inaudibles dans ce contexte. Même la science est désormais condamnée au titre de la prétendue complicité qu'elle entretiendrait avec les acteurs de la production.

Pourtant, en quinze ans, le [recours \(https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_recours.html#xtor=SEC-3168\)](https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_recours.html#xtor=SEC-3168) aux produits phytosanitaires a été divisé par deux en tonnage et 74 % des substances actives ont été retirées du marché européen entre 1990 et 2016. À passer sous silence ces évolutions, on finit par tendre la société et on décourage l'initiative. Et le risque, c'est celui d'une importation massive de denrées, aux conditions de production parfois suspectes, mais aux étiquettes aguichantes, qui remplaceront nos productions locales parce que le décrochage de compétitivité sera proportionnel aux recours à la binette !

Pour autant, nous croyons en l'avenir et restons optimistes, car il ne s'agit pas de choisir entre l'environnement et l'efficacité économique, mais bien d'emprunter ce chemin de crêtes qui allie ces deux exigences. C'est d'ailleurs sur ce sujet précis qu'un accompagnement positif de la puissance publique est attendu dans le cadre d'une vision stratégique partagée et d'un calendrier raisonnable.

Frédéric CARRE

[@laFC2A \(https://twitter.com/laFC2A\)](https://twitter.com/laFC2A)

Suivre

Vous aussi, **partagez vos idées** avec les lecteurs des Echos

[JE CONTRIBUE \(HTTP://LECERCLE.LESECHOS.FR/CONTRIBUTION\)](http://lecercle.lesechos.fr/contribution)